Plusieurs membres de KOFAVIV – organisation haïtienne de défense des droits des femmes basée à Port-au-Prince, la capitale du pays – ont plusieurs fois été menacés et victimes de harcèlement. Leur sécurité est toujours en danger.

Plusieurs membres de Komisyon Fanm Viktim Pou Viktim (KOFAVIV) – organisation haïtienne de défense des droits des femmes – ont reçu des menaces par téléphone et par SMS, y compris des menaces de mort depuis mars 2014. Le 7 juin dernier, un SMS de ce genre a été envoyé à Marie Eramithe Delva, secrétaire générale de KOFAVIV, ainsi qu'à l'avocat de l'organisation. Tôt dans la matinée du 28 avril, trois hommes armés ont été vus dans la rampe d'escalier du bâtiment où se trouvent les locaux de l'organisation, et des coups de feu ont été entendus.

Ces menaces ont commencé après l'arrestation d'une femme le 24 février dernier, que la police considère comme l'auteure de précédentes menaces et d'actes de harcèlement visant Marie Eramithe Delva, Malya Vilard Apolon et d'autres membres de KOFAVIV. Cette femme aurait notamment essayé d'enlever les enfants de Marie Eramithe Delva et de Malya Vilard Apolon en juin 2013, tiré des coups de feu sur le portail du domicile de cette dernière en août et appelé anonymement l'organisation. Affolée par ces menaces, Malya Vilard Apolon a quitté Haïti avec ses enfants en mars dernier. Des plaintes concernant les coups de feu et un des SMS de menace ont été déposées auprès de la police, le 2 et le 22 mai respectivement. Il semble que rien n'ait été fait pour ouvrir des enquêtes sur ces événements et qu'aucune mesure de protection n'ait été fournie à Marie Eramithe Delva ou d'autres membres de KOFAVIV pris pour cible, malgré leurs demandes répétées.
KOFAVIV a été fondée par et en faveur des victimes de viol dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince.

Cette organisation fournit immédiatement un soutien essentiel à ces personnes, notamment en les accompagnant à l'hôpital et au poste de police. Ces dernières années, elle a également ouvert un abri pour les victimes et lancé un numéro d'urgence pour signaler des violences sexuelles. Depuis le séisme qui a ravagé le pays en 2010, les membres de KOFAVIV réalisent un travail crucial pour assurer la sécurité et le bien-être des femmes vivant dans

des camps de personnes déplacées. En Haïti, de nombreux défenseurs des droits humains ont fait l'objet
d'agressions au cours de ces derniers mois. Les autorités haïtiennes doivent prendre sans délai des mesures pour
fournir une protection adéquate à ces personnes et à leurs familles.

Source: Collectif-haiti